

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

5 DÉCEMBRE 1990

PROJET DE LOI

**portant réforme de certaines
entreprises publiques
économiques**

AMENDEMENTS

N° 236 DU GOUVERNEMENT

Art. 130

Remplacer le deuxième alinéa par ce qui suit :
« Les mots « Régie des Postes », « Administration des Postes », « Office des chèques postaux » et « Régie », lorsque l'on vise la Régie des Postes, sont remplacés par les mots « La Poste » dans toutes les lois et règlements. »

JUSTIFICATION

Ce texte est plus précis et correspond d'une manière plus adéquate à l'intention du projet.

N° 237 DU GOUVERNEMENT

Art. 133

Compléter cet article par un cinquième et un sixième alinéa, libellés comme suit :

Voir :

- 1287 - 89 / 90 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendements.
- N° 3 : Avis du Conseil d'Etat.
- Nos 4 à 7 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

5 DECEMBER 1990

WETSONTWERP

**betreffende de hervorming
van sommige economische
overheidsbedrijven**

AMENDEMENTEN

N° 236 VAN DE REGERING

Art. 130

Het tweede lid vervangen door wat volgt :
« De woorden « Regie der Posterijen », « Bestuur der Posterijen », « Bestuur der Postchecks » en « Regie », wanneer de Regie der Posterijen bedoeld wordt, worden vervangen door de woorden « De Post » in alle wetten en reglementen. »

VERANTWOORDING

Deze tekst is precieser en beantwoordt beter aan hetgeen bedoeld werd in het ontwerp.

N° 237 VAN DE REGERING

Art. 133

Dit artikel aanvullen met een vijfde en een zesde lid, luidend als volgt :

Zie :

- 1287 - 89 / 90 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendementen.
- N° 3 : Advies van de Raad van State.
- Nos 4 tot 7 : Amendementen.

« *L'Institut assiste le Comité Consultatif visé à l'article 138 dans l'exécution de ses tâches et en assure le secrétariat.*

L'Institut assiste le Ministre dans l'élaboration des règles que La Poste doit respecter en organisant sa comptabilité conformément à l'article 27, § 1^{er}, de la présente loi. »

JUSTIFICATION

Par analogie avec les tâches exercées par l'Institut pour ce qui concerne Belgacom et le secteur des télécommunications, cet ajout complète les tâches de l'Institut pour ce qui concerne La Poste et le secteur des services postaux.

N° 238 DU GOUVERNEMENT

Art. 148

Compléter cet article par un 3° libellé comme suit :

« 3° les membres du personnel de l'Institut. »

JUSTIFICATION

Les membres du personnel de l'Institut ne peuvent être appelés à faire partie du Conseil d'administration de La Poste, en vertu du principe de la séparation entre les tâches de réglementation et les tâches d'exploitation.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et Réformes institutionnelles,

J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

M. COLLA

N° 239 DE MM. DE CROO ET KNOOPS

Art. 172

Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 172. — La SNVA recevra une indemnité de toute société chargée d'assurer l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National et de ses dépendances pour l'accueil des passagers et la réception des marchandises.

« *Het Instituut staat het in artikel 138 opgerichte Raadgevend Comité bij in de uitvoering van zijn opdracht en neemt het secretariaat ervan waar.*

Het Instituut staat de Minister bij in het opstellen van de regels die De Post moet naleven bij het organiseren van zijn boekhouding conform artikel 27, § 1, van onderhavige wet. »

VERANTWOORDING

Deze toevoeging vervolledigt de taken van het Instituut ter attentie van De Post en de sector van de postdiensten, naar analogie met de taken die het Instituut uitoefent ter attentie van Belgacom en de telecommunicatiesector.

N° 238 VAN DE REGERING

Art. 148

Dit artikel aanvullen met een 3°, luidend als volgt :

« 3° de personeelsleden van het Instituut. »

VERANTWOORDING

Het principe van de scheiding tussen regelgeving en exploitatie indachtig, is het logisch dat de personeelsleden van het Instituut geen deel kunnen uitmaken van de Raad van Bestuur van De Post.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA

N° 239 VAN DE HEREN DE CROO EN KNOOPS

Art. 172

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« Art. 172. — De NMLW zal van elke vennootschap, die met het oog op ontvangst van passagiers of vracht belast is met de exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal en de aanhorigheden ervan, een vergoeding ontvangen.

Elle peut également participer au capital d'une telle société dans la mesure où cette participation n'est pas contraire à son objet social, tel qu'il est défini à l'article 170. »

JUSTIFICATION

Il convient de garantir l'indépendance des sociétés d'exploitation.

En tant que société anonyme, la SNVA doit pouvoir définir elle-même la politique à suivre en matière de rentabilisation.

N° 240 DE MM. KNOOPS ET DE CROO

Art. 141

Au 1°, supprimer les mots « Elle a le monopole de ce service. », **et les mots** « Sont exceptés du service postal : » **ainsi que les points a), b), c), d), e) et f).**

JUSTIFICATION

Aujourd'hui, ce monopole est dépassé et n'est d'ailleurs plus respecté.

N° 241 DE MM. KNOOPS ET DE CROO

Art. 141

Supprimer le 2°.

JUSTIFICATION

Il n'y a plus lieu de prévoir de nouveaux monopoles. En tout état de cause, une telle disposition est superflue.

E. KNOOPS
H. DE CROO

N° 242 DU GOUVERNEMENT

(En remplacement de l'amendement n° 202, Doc. n° 1287/7).

Art. 92

Compléter cet article par un cinquième paragraphe, libellé comme suit :

« § 5. L'Etat, les Communautés, les Régions, les provinces, les communes, la Société nationale des

Zij kan ook deelnemen in het kapitaal van zulk een vennootschap in de mate dit niet in tegenspraak is met haar algemeen doel zoals gesteld in artikel 170. »

VERANTWOORDING

De onafhankelijkheid van de exploitatiemaatschappijen dient gewaarborgd te worden.

De NMLW als NV moet zelf kunnen bepalen welke rendementspolitiek gevolgd wordt.

H. DE CROO
E. KNOOPS

N° 240 VAN DE HEREN KNOOPS EN DE CROO

Art. 141

In het 1°, de regel « Zij heeft het monopolie van die dienst. » **en de woorden** « Buiten het postmonopolie vallen : », **alsmede de punten a), b), c), d), e) en f) weglaten.**

VERANTWOORDING

Vandaag de dag is dit monopolie achterhaald. Het wordt trouwens ook niet meer gerespecteerd.

N° 241 VAN DE HEREN KNOOPS EN DE CROO

Art. 141

Het 2° weglaten.

VERANTWOORDING

Het is niet langer wenselijk in nieuwe monopolies te voorzien. In ieder geval is een dergelijke bepaling overbodig.

N° 242 VAN DE REGERING

(Ter vervanging van amendement n° 202, Stuk n° 1287/7).

Art. 92

Dit artikel aanvullen met een vijfde paragraaf, luidend als volgt :

« § 5. De Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten, de Nationale Maatschap-

chemins de fer belges, les sociétés pour le transport en commun urbain et vicinal, les sociétés pour la production, la transmission ou la distribution d'eau, de gaz ou d'électricité et les personnes qui exploitent un réseau de radiodistribution ou de télédistribution peuvent, moyennant déclaration préalable à l'Institut, déroger au § 1^{er} pour leur usage exclusif tel que défini par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de l'Institut; ledit arrêté décrit les modalités de déclaration. La dérogation accordée en vertu du présent paragraphe est exclusive de toute autre dérogation accordée en vertu du § 2. »

JUSTIFICATION

En introduisant cet amendement, le Gouvernement veut garantir aux utilisateurs qui y sont mentionnés, qu'en ce qui concerne certains de leurs besoins propres, la possibilité est prévue d'utiliser leurs propres réseaux sans que la procédure visée aux § 2, 3 et 4 soit d'application.

Bien qu'il soit évident que les utilisateurs susmentionnés ne visent pas à réaliser un écrémage sur BELGACOM, ni à institutionnaliser un tel écrémage, il est aussi évident que chacun de ces utilisateurs a des besoins spécifiques dans le domaine des télécommunications.

La définition de ces besoins par le biais d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres permet à la fois de répondre à la spécificité respective de chacun des utilisateurs mentionnés dans l'amendement, et de suivre d'une manière flexible l'évolution dans le domaine des besoins et de la technique.

En ce qui concerne par exemple plus particulièrement la SNCB, son réseau de télécommunications est principalement utilisé pour des services essentiels portant directement sur l'exploitation de son réseau, entre autres dans le domaine de la sécurité, de la régularité du trafic ou des services d'appui. Ces services utilisent des signaux de différents types, telle que la voix, la télésignalisation, les données ou la vidéo. Ils concernent tant le réseau national des chemins de fer que les liaisons avec les réseaux de nos pays voisins.

Des exemples spécifiques de ces applications sont :

- la téléphonie opérationnelle en liaison avec les centres de dispatching et les cabines de signalisation;
- la télécommande et le télécontrôle au besoin de la signalisation ferroviaire et des caténaires;
- la radiocommunication avec les trains et les liaisons supplémentaires avec les gares de base et les centres de dispatching;
- la gestion centralisée du trafic ferroviaire;
- etc.

Un autre exemple est celui du réseau de télécommunication propre aux sociétés d'électricité, qui est en outre principalement utilisé pour des services essentiels portant directement sur l'exploitation de leur réseau, entre autres dans le domaine de la sécurité, de la régularité de la livraison ou des services d'appui. Ces services utilisent en outre différents types de signaux telle que la voix et les données. Ils concernent tant l'ensemble des réseaux d'électricité (surtout le réseau à haute tension) en Belgique que la liaison de ces réseaux avec les réseaux correspondants dans nos pays voisins; de plus, il s'agit de signaux de commande

pij der Belgische Spoorwegen, de maatschappijen voor het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer, de maatschappijen voor het produceren, overbrengen of verde-len van gas, water of elektriciteit en de personen die een radiodistributie- of een teledistributienet exploiteren, mogen, mits voorafgaande aangifte aan het Instituut, afwijken van § 1 voor hun eigen gebruik zoals bepaald door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op advies van het Instituut. Dit besluit beschrijft de modaliteiten van de aangifte. De afwijking verleend in uitvoering van deze paragraaf sluit elke andere afwijking in uitvoering van § 2 uit. »

VERANTWOORDING

Met dit amendement wil de Regering de erin vermelde gebruikers de garantie geven dat voor bepaalde van hun eigen behoeften, de mogelijkheid wordt voorzien tot gebruik van eigen netwerken, zonder dat de procedure vermeld in de § 2, 3 en 4 van toepassing is.

Daar waar het evident is dat het niet de bedoeling van de vernoemde gebruikers kan zijn een afroaming op BELGACOM te verwezenlijken, noch deze afroaming te institutionaliseren, is het anderzijds vanzelfsprekend dat ieder van deze gebruikers specifieke telecommunicatiebehoeften heeft.

De methode van omschrijving van deze behoeften via in Ministerraad overlegd koninklijk besluit laat toe zowel zich nauw aan te sluiten bij de respectieve specificiteit van elk van de in het amendement vermelde gebruikers, als op een soepele manier de evolutie op het gebied van behoeften en techniek te volgen.

Wat bijvoorbeeld specifiek de NMBS betreft, wordt het telecommunicatienet voornamelijk gebruikt voor essentiële diensten die rechtstreeks verband houden met de exploitatie van het net, onder andere op het gebied van de veiligheid, de regelmatigheid van de trafiek of ondersteunende diensten. Deze diensten gebruiken signalen van verschillende soort, zoals spraak, telesignalisatie, data of video. Zij betreffen zowel het nationale spoorwegnet als de interconnectie ervan met de spoorwegnetten van de buurlanden.

Specifieke voorbeelden van toepassingen zijn onder andere :

- de operationele telefonie in verbinding met de dispatchingcentra en de signalisatiecabines;
- de telecommando en telecontrole ten behoeve van de spoorwagsignalisatie en van de bovenleidingen;
- de radioverbinding met de treinen, en de erbij horende verbindingen tussen de basisstations en de dispatchingcentra;
- het gecentraliseerd beheer van het spoorwegverkeer;
- enz.

Een ander voorbeeld is dit van het eigen telecommunicatienet van de elektriciteitsmaatschappijen dat eveneens voornamelijk gebruikt wordt voor essentiële diensten die rechtstreeks verband hebben met de exploitatie van hun net, onder andere op het gebied van veiligheid, de regelmatigheid van de levering, of ondersteunende diensten. Deze diensten gebruiken eveneens signalen van verschillende soort, zoals spraak en data. Zij betreffen zowel het geheel van de elektriciteitsnetten (vooral het hoogspanningsnet) in België, als de interconnectie van deze netten met de corresponderende netten in de buurlanden; daarnaast be-

qui sont transmis via le réseau à basse tension vers l'appareillage chez l'abonné.

Des exemples spécifiques de telles applications sont entre autres :

- la téléprotection du réseau à haute tension, qui est surtout utilisée en cas de foudre;
- le télécontrôle et la gestion centralisée du réseau à haute tension : la commande à distance pour le branchement et le débranchement des postes à haute tension etc., les systèmes d'alarme, les mesures et indications de la position des interrupteurs, mesure des puissances, liaisons entre les centres de contrôle, le dispatching national et les dispatchings régionaux;
- la téléphonie, dans le cadre de la sécurité et la fiabilité du réseau d'électricité, lors de la réalisation de connexions sur ce réseau par le personnel;
- la transmission de données techniques relatives à l'exploitation technique du réseau d'électricité;
- la communication entre les centres de dispatching, lors de la mise en fonction et de l'arrêt de centrales, et en cas d'urgence;
- commande du secteur et commande à distance centrale par le biais du réseau à basse tension chez l'abonné même, pour le branchement et le débranchement de l'éclairage de nuit, le tarif de nuit etc.
- etc.

N° 243 DU GOUVERNEMENT

Art. 114

Au § 8, remplacer les mots « d'une amende de cent mille francs maximum » par les mots « d'une amende de mille à cent mille francs ».

JUSTIFICATION

Il faut prévoir une amende minimale.

N° 244 DU GOUVERNEMENT

Art. 115

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 115. — Les articles 269 à 274 du Code pénal sont d'application à l'égard des agents de l'Institut agissant dans l'exercice de leurs fonctions, et à l'égard des agents de BELGACOM agissant dans l'exercice de leurs fonctions dans le cadre des télécommunications publiques. »

JUSTIFICATION

Il n'a pas de sens d'appliquer les articles 269 à 274 du Code pénal à l'égard des agents de BELGACOM agissant

treft het ook stuursignalen die via het gewone laagspanningsnet naar apparatuur bij de abonnee worden overgebracht.

Specifieke voorbeelden van toepassing zijn onder andere :

- de teleprotectie van het hoogspanningsnet, vooral gebruikt bij blikseminslag;
- de telecontrole en het gecentraliseerd beheer van het hoogspanningsnet : de afstandsbediening voor het in- en uitschakelen van hoogspanningsposten, alarmen, metingen en aanduidingen van de stand van schakelaars, meting van vermogens, verbindingen tussen controlecentra, de nationale dispatching en de regionale dispatchings;
- de telefonie, in het kader van de veiligheid en de fiabiliteit van het elektriciteitsnet, bij het uitvoeren van schakelingen op dit netwerk door het personeel;
- het doorsturen van technische data in verband met de technische exploitatie van het elektriciteitsnet;
- de communicatie tussen dispatchingscentra, bij het opstarten en stilleggen van centrales, en in noodsituaties;
- de netsturing en centrale afstandsbediening via het laagspanningsnet bij de abonnee zelf, voor het in- en uitschakelen van nachtverlichting, nachttarief, enz.;
- enz.

Nr 243 VAN DE REGERING

Art. 114

In § 8 de woorden « Met een geldboete van ten hoogste honderdduizend frank » vervangen door de woorden « Met een geldboete van duizend tot honderdduizend frank ».

VERANTWOORDING

Er moet een minimum geldboete worden vastgesteld.

Nr 244 VAN DE REGERING

Art. 115

Dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 115. — De artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zijn van toepassing ten aanzien van de personeelsleden van het Instituut handelend in de uitoefening van hun functie, en van de personeelsleden van BELGACOM, handelend in de uitoefening van hun functie in het kader van de openbare telecommunicatie. »

VERANTWOORDING

Het heeft geen zin de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek toe te passen ten aanzien van de personeelsle-

dans des domaines où BELGACOM entre en concurrence avec d'autres.

N° 245 DU GOUVERNEMENT

Art. 119

Supprimer le dernier alinéa.

JUSTIFICATION

La compétence attribuée au Roi ne se rapporte qu'à la coordination des textes.

N° 246 DU GOUVERNEMENT

Art. 138

Remplacer les mots « LA POSTE » par les mots « les services postaux ».

JUSTIFICATION

Par analogie avec le secteur des télécommunications et l'article 139, deuxième alinéa, les compétences du Comité consultatif ne sont pas limitées aux activités de la Poste. Ils doivent couvrir l'entière du secteur des services postaux.

N° 247 DU GOUVERNEMENT

Art. 156 à 158

Remplacer l'intitulé du Chapitre II du Titre V par ce qui suit :
« Missions de service public ».

N° 248 DU GOUVERNEMENT

Art. 138

Au 2^{ème} alinéa, supprimer les mots « aux services financiers postaux ».

JUSTIFICATION

Ainsi, la tâche du Comité Consultatif est définie d'une manière plus claire.

N° 249 DU GOUVERNEMENT

Art. 114

Remplacer les §§ 2 à 8 par ce qui suit :

den van BELGACOM die optreden op domeinen waar BELGACOM in concurrentie is met anderen.

N° 245 VAN DE REGERING

Art. 119

Het laatste lid weglaten.

VERANTWOORDING

De bevoegdheid die aan de Koning wordt verleend, heeft slechts betrekking op de coördinatie van de teksten.

N° 246 VAN DE REGERING

Art. 138

De woorden « DE POST » vervangen door de woorden « de postdiensten ».

VERANTWOORDING

Naar analogie met de telecommunicatiesector en zoals ook blijkt uit artikel 139, tweede lid, zijn de bevoegdheden van het Raadgevend Comité niet beperkt tot de activiteiten van De Post maar hebben ze betrekking op de hele sector van de postdiensten.

N° 247 VAN DE REGERING

Art. 156 tot 158

Het opschrift van Hoofdstuk II van Titel V vervangen door wat volgt :
« Opdrachten van openbare dienst ».

N° 248 VAN DE REGERING

Art. 138

In het 2de lid de woorden « financiële postdiensten » weglaten.

VERANTWOORDING

De opdracht van het Raadgevend Comité wordt hierdoor duidelijker omschreven.

N° 249 VAN DE REGERING

Art. 114

§§ 2 tot 8 vervangen door wat volgt :

« § 2. Est punie d'une amende de 50 à 500 francs, la personne qui enfreint les articles 85, deuxième et troisième alinéa, 88, 89, § 2, 92, § 1^{er}, 94, § 1^{er}, 95, 96 et 113 ainsi qu'aux dispositions prévues en exécution de ces prescriptions.

§ 3. Est punie d'une amende de 500 à 5 000 francs, la personne qui involontairement, par défaut de prévoyance ou de précaution, endommage ou détériore une partie de l'infrastructure publique de télécommunications, ou en gêne ou empêche le fonctionnement.

Lorsqu'un de ces actes est le fait d'une personne au service d'un tiers, la peine est imposée à l'employeur ou à la personne responsable du travail, selon que celle-ci ou celui-là a omis d'informer le travailleur en question de la présence de l'infrastructure publique de télécommunications ou des directives fournies par BELGACOM en vue de la protection de cette infrastructure.

§ 4. Est punie d'une amende de 2 500 à 25 000 francs, la personne qui a posé volontairement les actes prévus au § 3.

§ 5. Est punie d'une amende de 1 000 à 10 000 francs ou d'un emprisonnement de trois à six mois, la personne condamnée sur base du § 3 et qui involontairement, par défaut de prévoyance et de précaution, récidive dans un délai d'un an à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt coulé en force de chose jugée.

§ 6. Est punie d'une amende de 5 000 à 50 000 francs ou d'un emprisonnement de six mois à un an, la personne condamnée sur la base du § 3 et qui récidive volontairement dans un des actes prévus à ce paragraphe, dans un délai d'un an à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt coulé en force de chose jugée.

§ 7. Est punie d'une amende de 100 à 5 000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une de ces peines seulement, la personne qui, personnellement ou par l'entremise d'une autre personne, sous réserve de l'application de l'article 112, viole les dispositions de l'article 111.

Les peines sont doublées lorsque la personne condamnée sur la base des dispositions de l'alinéa 1^{er}, récidive dans un de ces délits, dans un délai de cinq ans à dater du prononcé du jugement ou de l'arrêt ayant force de chose jugée.

§ 8. Est punie d'une amende de cinquante mille francs maximum et d'un emprisonnement d'un à quatre ans ou d'une de ces peines seulement :

1° la personne qui réalise frauduleusement des télécommunications au moyen de l'infrastructure publique de télécommunications afin de se procurer ou de procurer à autrui un avantage illicite;

2° la personne qui utilise l'infrastructure publique de télécommunications ou d'autres moyens de télécommunications afin d'importuner son correspondant ou de provoquer des dommages. »

« § 2. Met een geldboete van 50 tot 500 frank wordt gestraft de persoon die de artikelen 85, tweede en derde lid, 88, 89, § 2, 92, § 1, 94, § 1, 95, 96 en 113, evenals met de bepalingen, die krachtens deze artikelen zijn uitgevaardigd, overtreedt.

§ 3. Met een geldboete van 500 tot 5 000 frank wordt gestraft de persoon, die onopzettelijk door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg een gedeelte van de openbare telecommunicatie-infrastructure beschadigt, vernielt, de werking ervan hindert of belet.

Wanneer één van deze handelingen wordt gesteld door een persoon in andermans dienst, dan wordt de straf opgelegd aan de werkgever of aan de voor het werk verantwoordelijke persoon, indien de ene of de andere verzuimd heeft de betrokken werknemer op de hoogte te brengen van de aanwezigheid van de openbare telecommunicatie-infrastructure of van de richtlijnen, die met het oog op de beveiliging ervan, door BELGACOM zijn verstrekt.

§ 4. Met een geldboete van 2 500 tot 25 000 frank wordt gestraft de persoon, die de in § 3 vermelde handelingen opzettelijk heeft gesteld.

§ 5. Met een geldboete van 1 000 tot 10 000 frank of met een gevangenisstraf van drie tot zes maanden wordt gestraft de persoon, die op grond van § 3 is veroordeeld en die onopzettelijk door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg één van de in deze paragraaf vermelde handelingen opnieuw stelt binnen één jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 6. Met een geldboete van 5 000 tot 50 000 frank of met een gevangenisstraf van zes maanden tot één jaar wordt gestraft de persoon, die op grond van § 3 is veroordeeld en die opzettelijk één van de in deze paragraaf bedoelde handelingen opnieuw stelt binnen één jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 7. Met een geldboete van 100 tot 5 000 frank en met een gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar of met één van deze straffen alleen wordt gestraft de persoon, die zelf of door toedoen van een ander persoon, behoudens toepassing van artikel 112, de bepalingen van artikel 111 schendt.

De straffen worden verdubbeld wanneer de persoon die op grond van de bepalingen van het eerste lid is veroordeeld, één van deze misdrijven opnieuw pleegt binnen vijf jaar na de uitspraak van het vonnis of van het arrest, dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 8. Met een geldboete van ten hoogste 50 000 frank en met een gevangenisstraf van één tot vier jaar of met één van deze straffen alleen wordt gestraft :

1° de persoon, die op bedrieglijke wijze telecommunicatie door middel van de openbare telecommunicatie-infrastructure tot stand brengt, ten einde aan zichzelf of aan een ander persoon wederrechtelijk een voordeel te verschaffen;

2° de persoon, die de openbare telecommunicatie-infrastructure of andere middelen van telecommunicatie gebruikt om overlast te veroorzaken aan zijn correspondent of schade te berokkenen. »

JUSTIFICATION

Des amendes plus raisonnables sont plus fréquemment appliquées.

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre des
Communications et des Réformes Institutionnelles,*

J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

M. COLLA

VERANTWOORDING

Meer redelijke geldboeten worden frequenter toegepast.

*De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeers-
wezen en Institutionele Hervormingen,*

J.-L. DEHAENE

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA
